



Adel : le martyr d'un résistant

Adel Khalaf Ajouri, né à Achrafieh en 1947, est mort récemment dans une prison syrienne à l'issue d'un calvaire qui aura duré 10 ans. Adel, membre des FL et père de trois enfants : Rudy, Roula et Ronald, avait été kidnappé à un barrage de l'armée syrienne sur la route menant à l'aéroport de Beyrouth. Deux ans et demi plus tard, sa famille qui n'avait plus aucune nouvelle de lui depuis, apprenait à force de recherches qu'Adel, précédemment détenu dans la prison de Tadmor en Syrie, venait d'être transféré à la prison de Saydnaya. Appartenant à la Résistance Libanaise, Adel subit le martyr que l'occupant réserve à ceux qui refusent son joug : torturé et maltraité quotidiennement, il resta neuf ans au secret sans avoir jamais le droit de rencontrer un avocat.

Sa sœur Amal, qui se démenait pour obtenir la libération de son frère, fut arrêtée à son tour en février 1999. Au cours de sa détention, elle eut le grand bonheur de croiser par hasard son frère en prison. Adel, un homme solide et endurant, était encore en bonne santé malgré les innombrables coups qu'il avait reçus, et dont il portait les traces. 30 jours plus tard, l'occupant rendait à sa famille la dépouille d'Adel. Deux gardiens de la prison de Saydnaya ont certifié qu'il avait succombé à une crise cardiaque. C'est fou ce qu'il survient toujours d'« accidents » cardiaques dans les prisons des oppresseurs...

Les Forces Libanaises exigent la libération immédiate de tous les libanais détenus dans les geôles syriennes.

Pathologie de la démission

Le R.P. Sélim Abou, Recteur de l'Université Saint Joseph a prononcé le 24 Juin dernier à Beyrouth, dans le cadre de cet établissement fameux, un discours que l'on peut qualifier à double titre de magistral. Nous en livrons ci-dessous quelques passages percutants.

« Quant à (...) l'intériorisation de la domination étrangère par la classe politique libanaise, elle se veut parfois stratégique. Le discours est alors le suivant: " Ce n'est pas nous qui avons fait entrer au Liban l'armée étrangère et ses Services de renseignement; ce n'est pas nous qui les ferons sortir. En attendant, nous ne pouvons pas nous croiser les bras; il faut reconstruire le pays ". Mais le plus souvent, cette intériorisation est pathologique. Elle tient soit d'un opportunisme vulgaire, soit d'une lâcheté ordinaire, soit encore d'une peur panique, soit enfin d'une paresse mentale qui préfère le poids d'une tutelle étrangère à l'effort de réflexion nécessaire pour réviser la Constitution, oeuvrer à l'entente nationale et restaurer la république. Dans

tous ces cas, les slogans tiennent lieu de pensée et les tabous de lois. Ainsi par exemple, moyennant un jeu de mots en langue arabe, l'unité du chemin dans le processus de paix (al-masâr) devient l'unité de destin des deux pays (al masîr).

Abîme et aliénation

« Un autre exemple: le discours officiel ne connaît qu'un spoliateur, Israël, tandis qu'il glorifie à temps et à contretemps " l'amitié " libano-syrienne. Mais si des étudiants distribuent des tracts demandant le retrait des troupes syriennes après celui de l'armée israélienne, ils sont arrêtés, conduits au poste, molestés et sommés de s'engager par écrit à " ne plus se mêler de politique ", quand ils ne sont pas, comme ce fut le cas récemment, déferés au tribunal militaire et condamnés à des peines de prison. Un troisième exemple : comme si le slogan " Les Libanais et les Syriens sont un seul peuple dans deux Etats séparés " n'était pas suffisant, tel dignitaire s'est cru récemment obligé de préciser qu'il s'agit non seulement d'un seul peuple, mais aussi

Mort suspecte d'un ex-ALS

Les conditions de détention des ex-militaires de l'ALS qui se sont livrés aux autorités libanaises sont l'objet de bien des questions depuis la mort de Gergès Saïd, à la caserne Oberli de Jounieh, le 28 juin. Agé de 72 ans, cet ancien combattant de l'armée de Saad Haddad, était revenu au Liban après avoir fui en Israël. Il fut inculpé, avec 2200 autres Libanais d'« actes de collaboration avec l'ennemi ». Ces hommes, qui ont eu le tort d'avoir accepté la seule aide qui leur était proposée alors que l'Etat les avait abandonnés, sont gardés au secret dans des casernes où des Tribunaux militaires les jugent par « charettes ». Gergès Saïd, diabétique et souffrant de tension artérielle, est mort d'un arrêt cardiaque, privé des médicaments qui l'auraient sauvé, sous le prétexte qu'ils avaient été fabriqués en Israël. L'ancien ministre Edmond Rizk a dénoncé « la chape de plomb » et « les brutalités » qui seraient commises à l'encontre des détenus, et demandé au ministre de la Justice, Joseph Chaoul, d'ouvrir une enquête sur cette affaire.

d'un seul pays. On pourrait multiplier les exemples qui illustrent l'aliénation de la classe politique et l'abîme qui se creuse entre le pouvoir et le peuple. »

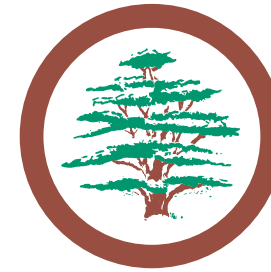
Phénomène étrange

« (...) C'est évidemment par la volonté de ceux qu'on appelle dans la presse les " tuteurs " ou " les décideurs " que la communauté chrétienne est marginalisée. Elle l'est parce qu'elle est seule à dénoncer la mainmise étrangère sur le pays. Il se passe ici un phénomène étrange inhérent à la culture politique des Libanais. Les musulmans, qui se plaisent à reconnaître en public que sans les chrétiens le Liban n'existerait pas et n'aurait pas de raison d'être, ont pris l'habitude de laisser à ces derniers le soin de parler en leur nom, quand il s'agit de défendre l'indépendance du pays, et de se réfugier eux-mêmes dans un silence prudent. »

Les Forces Libanaises saluent la leçon de courage et de clairvoyance que nous donne le père Abou.

Écrivez-nous!

Chers lecteurs, donnez-nous votre point de vue en nous écrivant à l'adresse suivante : Institut du Liban - 177, rue de Charonne, 75011 Paris



القوات اللبنانية



« Il est faux que la liberté et l'indépendance puissent être disjointes et revendiquées l'une après l'autre » Joseph Mazzini (1808-1872)

juillet/août 2000 Paris

Sommaire : •Éditorial: Les rêves anachroniques, p.1 •Boycott des élections : les F.L. s'expliquent, p.1 • Samir Geagea, une enfance très pauvre, p.2 •Libération ou mystification ?, p.2 •Bon à savoir, p.3 • Adel, le martyr d'un résistant, p.4 • Mort suspecte d'un ex-ALS, p.4 • Pathologie de la démission, p.4

Éditorial

Les rêves anachroniques

Bachar El Assad, qui a besoin de montrer sa poigne, peut bien rester ferme sur la question du Golan. C'est sa terre, c'est son droit. Qu'il sache que la détermination des FL et des vrais patriotes libanais, quant à la libération du Liban, n'est pas moins grande.

Quoiqu'en pensent valets, collaborateurs et hommes de main de l'occupant syrien, l'heure de la libération viendra. Celle-ci peut se faire avec la bonne volonté de Damas et ce serait tout à l'honneur du nouveau raïs d'anticiper l'inéluctable.

Bachar El Assad sait probablement que son époque n'est plus aux conquêtes ou aux annexions. Le temps, impitoyable, soulève déjà le vent qui balayera les rêves anachroniques, les tortionnaires bornés et leurs cohortes d'attardés fanatiques. ●

Boycott des élections : les F.L. s'expliquent

Le Conseil Politique des Forces Libanaises qui s'est réuni à Washington le 25 Juillet dernier pour discuter des prochaines élections législatives au Liban, a décidé d'appeler les électeurs libanais à les boycotter purement et simplement. Les F.L. se sont expliquées de leur décision à l'issue de leur réunion en mettant en avant six points essentiels :

Tout d'abord, les F.L. rappellent que les élections législatives ont pour but la consécration de la démocratie et de l'alternance au sein de la classe dirigeante d'un pays. Or, constatent les F.L., depuis 1992, les élections ne sont au Liban qu'une cérémonie de consécration d'une junte au pouvoir.

En second lieu, les F.L. soulignent cette vérité qu'il ne peut y avoir d'élections démocratiques sans indépendance et sans souveraineté. Or, le Liban est toujours en proie à une occupation syrienne qui manipule toutes ses institutions. De ce fait, et troisièmement, les futurs parlementaires libanais seront donc, à l'instar de ceux qui les ont précédés en 1992 et 1996, désignés par Damas et guère représentatifs de leurs communautés. Ils défendront les intérêts de la Syrie au détriment de la souveraineté du Liban.

Les conditions nécessaires

Les conditions nécessaires (et évidentes !) à des élections que l'on pourrait qualifier de libres sont bien connues. Et les F.L. les énoncent à nouveau:

- Toutes les forces politiques doivent être libres. Or le parti des FL a été dissout (autoritairement et illégalement) en 1994, et son chef, Samir Geagea est incarcéré depuis. D'autres formations sont également

sujettes à des pressions intolérables. - La loi électorale doit être juste et équitable. Les circonscriptions désignées devraient permettre une vraie représentativité de l'élu vis à vis de l'électeur. Ce n'est guère le cas avec la loi actuelle ! Les considérations communautaires libanaises rendent ce point d'une importance cruciale.

Un gouvernement d'obédience... libanaise

- Le gouvernement qui gérerait les élections devrait être d'obédience libanaise (c'est à dire : non inféodé à un gouvernement étranger, il faut bien le rappeler !) et impartial (on est aujourd'hui loin du compte, même si l'impartialité n'existe jamais à l'état pur...). Les interventions des membres actuels du gouvernement dans le déroulement de la campagne électorale sont révoltantes (et sans commune mesure avec ce que l'on peut voir parfois en Europe ou aux Etats Unis).

- L'équilibre démographique brisé par des décrets de naturalisation intempestifs et clientélistes devrait être rétabli (d'autant que les naturalisés n'ont, souvent, mis les pieds au Liban que pour venir voter une fois, en autocar avec des bulletins distribués à l'avance).

- La diaspora libanaise devrait avoir le droit de voter dans les ambassades du Liban.

Suite en page 2



Revenant sur la fonction représentative qu'elles doivent légitimement assumer au Liban, les F.L. « affirment leur volonté de jouer un rôle prépondérant dans la vie politique du pays ».

« Telle est notre vocation, tel est notre destin » proclame avec force le Conseil politique des F.L. qui s'affirment également « conscientes que la fausse démocratie est synonyme de dictature ».

C'est pourquoi les F.L. appellent leur « partisans et sympathisants, ainsi que tous les Libanais libres et les amis du Liban, à dénoncer cette triste comédie électorale et de refuser de la cautionner, fut-il par leurs candidatures ou par leurs votes ».

Samir Geagea : une enfance très pauvre



Les media occidentaux ont souvent présenté les Forces Libanaises comme une milice cherchant à préserver les intérêts d'une caste de ces « nantis » que seraient depuis toujours les Chrétiens du Liban. Pourtant, deux questions à Samir Geagea, le chef des F.L., auraient suffi pour révéler une toute autre vérité. Deux questions sur son enfance et l'influence qu'elle a eu sur son engagement politique. Écoutons-le...

« La pauvreté a beaucoup marqué mon enfance. Je suis le cadet d'une famille de trois enfants. Nous avons grandi dans une pièce de quinze mètres carrés et nous fréquentions les écoles subventionnées et gratuites. Malgré cela notre existence était paisible et nos rapports très chaleureux.

Néanmoins, le besoin a créé en moi une révolte contre l'injustice sociale. Je sais très bien ce que cela signifie qu'un père de famille ait besoin d'une aide financière, médicale ou autre...

Plus tard, lorsque j'ai eu des postes de responsabilité, j'ai toujours fait de mon mieux pour venir en aide à ceux qui en avaient besoin. L'être humain est ainsi progressivement devenu le centre absolu de mes intérêts, d'où mes études en médecine et d'où mon engagement politique.

Bien au delà de tout symbolisme, seul l'Homme mérite que l'on fasse de lui la cause suprême. Au Liban comme ailleurs, la solidarité entre les gens est la condition de survie et d'épanouissement de la société. »

Libération ou mystification ?

En mars 1975, un affrontement entre des soldats de l'armée libanaise et des militants sunnites palestiniens causa la mort d'un député du Liban-sud, Maarouf Saad, dans des circonstances bien mystérieuses. Quelques analystes considèrent cette date comme le début de la guerre du Liban, avant le tristement célèbre dimanche 13 avril 1975.

De 1975 à 1982 les palestiniens et leurs alliés, régnèrent sans partage sur toutes les régions libanaises soumises à leur pouvoir et notamment le sud. Des massacres ont visé des villages chrétiens du sud du pays (dont l'horrible massacre de Aychiyé) et les citoyens étaient abandonnés par le pouvoir central à Beyrouth, représenté dans cette région par une minuscule garnison commandée par le Commandant Saad Haddad. Face à la menace permanente contre les chrétiens et les musulmans qui refusaient de se soumettre à l'autorité palestinienne, face à l'impuissance totale de ses chefs au ministère de la défense à Beyrouth, Saad Haddad finit par nouer des liens solides avec son puissant voisin du sud, l'ennemi de son ennemi : Israël. En 1978, avec l'invasion de Tsahal d'une partie du sud du Liban, visant à administrer un coup aux palestiniens et à instaurer une zone de sécurité, naquit l'Armée du Liban Libre.

Avant, pendant et après l'attaque qui mena en 1982, les troupes israéliennes jusqu'à Beyrouth, la zone de sécurité est restée sous le contrôle de l'ALS étroitement appuyée et surveillée par Israël. Après la mort de Saad Haddad c'est un autre officier de l'armée régulière libanaise, le général retraité Antoine Lahad, qui prend le commandement de l'ALS.

En 1982, après la défaite humiliante des palestiniens et de leurs alliés face à une attaque israélienne foudroyante, le monde crut, et Israël en premier, que non seulement l'infrastructure militaire palestinienne au Liban était détruite (ce qui était vrai surtout quand le régime de Hafez Assad à Damas acheva la besogne quelques mois plus tard à Beyrouth et à Tripoli), mais qu'il serait impensable qu'un autre groupe puisse voir le jour, avec autant de haine et de détermination contre Israël. C'était mal connaître le Proche-Orient et ses rebondissements imprévisibles. Pen-

dant que la présence palestinienne reculait, une autre puissance se préparait. Son nom faisait sourire au début des années 80, mais pas pour longtemps. Le Hezbollah (le parti de Dieu !) ne tardera pas à se graver dans la mémoire terrifiée du monde entier. Financé et inspiré par le régime des mollahs à Téhéran, le terrorisme suicidaire du Hezbollah fauchera 56 soldats français en 1983, et le jour même près de 250 marines américains, à quelques minutes d'intervalle.

Les attentats à la voiture piégée, les guerres de rues entre factions chiites luttant pour le contrôle des quartiers sud de Beyrouth, les prises d'otages... le curriculum vitae du Hezbollah sera écrit avec le sang de plusieurs milliers de victimes innocentes.

Intertitre

Situé au carrefour d'intérêts régionaux entre la Syrie et l'Iran, le Hezbollah aura pour mission le maintien d'une pression sur Israël à partir du sud du Liban. Cela permet à la Syrie d'éviter tout conflit direct et coûteux avec Israël et à l'Iran d'exporter la « Révolution Islamique ». Tant qu'il appellera à la destruction de l'état hébreu ainsi qu'à l'instauration d'un régime islamique au Liban, il jouira du soutien inconditionnel de ces deux puissances régionales. Sa grande récompense fut l'entrée de sept de ses cadres au sein du parlement libanais en 1996. Le retrait de l'armée israélienne du Liban en mai dernier, déjà annoncé dans la campagne électorale du premier ministre israélien Ehud Barak, fut exploité par le Hezbollah comme étant une victoire retentissante contre l'occupant. La population du monde arabe, bien que majoritairement sunnite et traditionnellement hostile aux mouvements chiites, salua l'exploit du Hezbollah. Elle est sans doute friande de victoires contre Israël.

République Islamique du Liban

Avec l'explosion démographique chiite au Liban et l'émigration massive des chrétiens d'un pays exsangue et où ils se sentent comme étant les seuls perdants (à l'issue de 15 ans de guerre) le poids du Hezbollah prend une autre dimension. Il sent s'approcher à grands pas la République Islamique du Liban. Voyons si les événements confirment ou infirment cette analyse. Des milliers de familles libanaises chrétiennes ont fui le sud par peur des repré-

sailles annoncées par le Hezbollah. Les palestiniens se réfugient au Liban et les libanais se réfugient en Israël ! Le Hezbollah est le maître absolu dans le sud. Il dicte ses lois à tout le monde, y compris l'Etat Libanais et les Nations Unies. La visite de Koffi Annan à Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, en est l'exemple le plus criant.

Cauchemar terroriste

La communauté internationale, quant à elle, vit encore le cauchemar terroriste qui a frappé les Français et les Américains au Liban dans les années 80, et hésite avant d'assumer ses responsabilités dans le sud du pays. Le chef de la « Résistance Islamique » a condescendu à accepter qu'un détachement symbolique, formé à parts égales d'unités de l'Armée Libanaise et des Forces de Sécurité Intérieure, se déploie dans le sud. Détachement que l'on attendait toujours, alors que se déroulait une très timide mise en place de nouveaux postes d'observation des Casques Bleus des Nations Unies... En fait, au début d'août, le Hezbollah conservait seul le contrôle effectif de la frontière.

Le syndrome de Stockholm

Le terrorisme a finalement bien payé et la « real politik » se transforme en un scandaleux syndrome de Stockholm à l'échelle des plus grandes instances internationales.

Il ne suffit donc pas de se réjouir en constatant que les massacres que tout le monde redoutait après le retrait des troupes Israéliennes n'ont pas eu lieu (malgré les exécutions sommaires et les scènes de pillage jugées avec indulgence par les média occidentaux).

Le danger est bien moins conjoncturel que cela.

Le froid glacial avec lequel les parades du Hezbollah ont été accueillies dans les régions chrétiennes démontre l'inquiétude de cette communauté : Le Liban risque de se transformer en un régime théocratique islamiste.

Le sceau de l'infamie

Et l'Etat libanais dans tout cela ? Encore une fois il manque dramatiquement à l'appel de ses citoyens, sauf lorsqu'il s'agit de leur infliger des peines allant jusqu'à 15 ans de prison ferme, pour collaboration avec l'ennemi. Alors que la quasi totalité des pays

arabes ont des relations diplomatiques avec Israël, le paysan du sud du Liban est marqué du sceau de l'infamie parce qu'il a essayé de garder son identité libanaise à sa terre menacée tantôt par les Palestiniens et tantôt par un intégrisme surenchérisseur, arrogant et aveugle. La flamme qui s'est allumée dans le sud a embrasé tout le pays il y a 25 ans.

Aujourd'hui, l'intégrisme qui inonde le sud menace sérieusement de submerger le reste du Liban. S'il n'y a pas de prise de conscience de la communauté internationale, le drame ne saura tarder. Les Libanais seuls ne pourront jamais faire face à ce fléau qui est déjà bien au-delà de l'état de germe. La souveraineté, la démocratie respectueuse des spécificités de chaque communauté et la reconnaissance des intérêts du Liban sont les clefs de toute solution du problème libanais.

La communauté internationale doit couvrir ces aspirations légitimes, sinon que l'on prépare dès à présent (pour ne pas être surpris par les événements comme d'habitude) des couvertures et des sacs de riz pour un peuple libanais livré aux prédateurs.

Bon à savoir

- RIFAAT EL ASSAD attendu sur la côte.

Les services syriens ont pris position dans tous les ports de la façade maritime libanaise suite au décès de Hafez El Assad. La raison en était la crainte d'un débarquement impromptu de Rifaat El Assad, soit en catimini, soit en force. A Damas, le risque était estimé suffisamment important pour justifier une telle mobilisation des services de sécurité syriens.

- RACKETT OFFICIEL. Le gouvernement libanais envisage d'obtenir de l'ensemble des hommes d'affaires libanais travaillant à l'étranger une contribution « volontaire » au budget gouvernemental par une méthode qui tient plus du rackett que de la fiscalité, même « dure » : chaque entrepreneur libanais expatrié serait en effet tenu de souscrire, pour un montant minimum imposé de 100.000\$, à des bons du Trésor à 5 ans rémunérés par un intérêt de...0% !

Succès du colloque de Paris

Quatre cents personnes se pressaient dimanche 21 Mai dans la salle de l'ASIEM, à Paris 7ème, près de l'Ecole Militaire, pour assister au colloque sur « Le Liban et le processus de paix », que nous annonçons dans le dernier numéro de FL-Infos. La député européenne Mme Nicole Thomas-Mauro, après avoir rappelé les liens d'amitié et de solidarité qui unissent intimement les Chrétiens du Liban et les Français depuis un millénaire, a lu aux spectateurs ce message de Philippe de Villiers, parlant au nom des Français et qui paraphrasait celui de John Kennedy dans Berlin encerclé : « Nous sommes tous des Libanais ».

Me Steven Stanton, avocat et constitutionnaliste de renom international, venu tout exprès d'Australie, a mis en relief l'injustice dont sont victimes les Forces Libanaises et dénoncé l'incarcération injustifiable de Samir Geagea. Me Stanton a clairement mis en évidence que sur le plan du droit international, l'application de la Résolution 520 qui impose le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban (et particulièrement de l'armée d'occupation syrienne doit suivre obligatoirement l'application des Résolutions 425 et 426 par Israël.

Le Dr Joseph Maila, doyen en Sciences Sociales et Politiques de l'Institut catholique de Paris, la journaliste et écrivain Annie Laurent, ainsi que Rachid Rahmé, Vice-président du conseil politique des Forces Libanaises, ont été parmi les personnalités les plus applaudies par un public enthousiaste.

CONGRES EUROPEEN DES CADRES F.L.

Les Forces libanaises ont réuni les 19 et 20 mai dernier à Paris les cadres du mouvement en Europe. 40 délégués FL venus des 15 pays de l'Union Européenne ont débattu pendant deux jours dans une salle proche de l'Arc de Triomphe. L'action politique à mener, pour faire avancer la cause de la Résistance à l'occupant syrien et la libération de Samir Geagea furent au centre des préoccupations. La détermination de chacun et la foi de tous dans la libération prochaine de la patrie faisaient plaisir à voir et à entendre. Un programme d'action intérieur et extérieur a été mis au point.